

MINISTERE DES MINES  
ET DES CARRIERES

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE  
DU CADASTRE MINIER

Arrêté N° 17 / 106 /MMC/SG/DGCM  
portant deuxième renouvellement du permis  
de recherche «TOEYOKO» de la société  
OREZONE INC. SARL.

Visa CF N° 279

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

- VU la Constitution ;
- VU la loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre
- VU le décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement;
- VU le décret n° 2016 - 027/PRES/PM /SGG - CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017, portant attributions des membres du Gouvernement;
- VU le décret n° 2017-221/ PRES/ PM/MMC du 24 avril 2017, portant organisation du Ministère des Mines et des Carrières;
- VU le décret n° 2017 - 0036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017, portant gestion des titres miniers et autorisations;
- VU le décret n° 2017-023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017, portant fixation des taxes et redevances minières;
- VU l'arrêté n°2015-247/MME/SG/DGCM du 19 août 2015 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n°2002/031/MCE/SG/DGMGC du 06/06/2002, portant définition du montant minimum de dépenses au km<sup>2</sup> ;
- VU l'arrêté n°2002-056/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-057/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-058/MCE/SG/DGMGC/ du 28 juillet 2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU l'arrêté n°2014-00310/MME/SG/DGMG du 30 décembre 2014, portant premier renouvellement du permis de recherche «TOEYOKO»;
- VU la lettre n°017-00142/MMC/SG/DGCM du 24 mai 2017 portant invite à payer des droits fixés à cinq millions (5 000 000) francs CFA ;
- VU la quittance n°0312990 du 21 juin 2017 de paiement effectif des droits fixes de renouvellement ;

VU la demande de La société **OREZONE INC. SARL** enregistrée le 13 avril 2017.

### A R R E T E

ARTICLE 1 : Il est renouvelé dans les conditions du présent arrêté, le permis **OREZONE INC. SARL** dénommé «**TOEYOKO**», situé dans la province du Ganzourgou pour la recherche de l'or.

ARTICLE 2 : Ce permis couvre une superficie de 46,69Km<sup>2</sup>. Il est défini par les sommets dont les coordonnées cartésiennes (X, Y) en UTM sont les suivantes :

Sommets	X	Y
A	724 197	1 349 248
B	724 860	1 349 248
C	724 860	1 349 742
D	725 450	1 349 742
E	725 450	1 342 800
F	733 000	1 342 800
G	733 000	1 338 297
H	727 739	1 338 297
I	727 739	1 339 930
J	726 323	1 339 930
K	726 323	1 338 590
L	723 820	1 338 590
M	723 820	1 342 457
N	724 197	1 342 457
Ellipsoïde : Clarke 1880 Datum : Adindan, Zone 30		

ARTICLE 3: La validité du permis va du 13/07/2017 au 13/07/2020. Il ne peut plus être renouvelé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4 : La société **OREZONE INC. SARL** bénéficie des avantages douaniers et fiscaux conformément aux dispositions du code minier.

ARTICLE 5: Les exonérations douanières mentionnées à l'article 4 ci-dessus excluent les taxes et redevances pour les services rendus.

ARTICLE 6 : La société **OREZONE INC. SARL** est tenue de communiquer à la Direction Générale du Cadastre Minier et de l'Information Minière:

- un rapport d'activités au terme de chaque semestre calendaire et un rapport annuel d'activités sur les résultats des travaux de recherche de l'année établis selon les canevas définis par les dispositions de la section 3 de l'arrêté portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations.
- le programme prévisionnel de travail et le budget des dépenses de l'année suivante.

Elle fournira en outre : ✍

1. Tous les renseignements miniers recueillis sur le permis ;
2. Un rapport de synthèse sur tous les travaux exécutés à la fin de chaque période de validité du permis ;
3. Tous les échantillons géologiques et minéralogiques demandés par l'Administration des Mines.

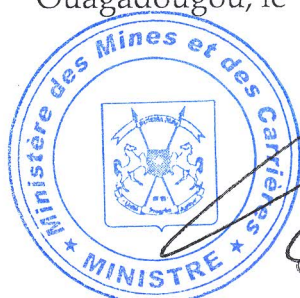
**ARTICLE 7 :** Sur l'ensemble du permis et durant toute sa période de validité, il est interdit à La société **OREZONE INC. SARL** de mener des activités d'exploitation.

**ARTICLE 8:** Toute transaction relative au permis de recherche est libre mais tous les documents y relatifs doivent être soumis au Ministre chargé des Mines. En cas de réalisation de plus-value suite à cette transaction, elle doit être notifiée à l'Administration fiscale s/c de l'Administration des Mines.

**ARTICLE 9 :** Le non-respect de la législation minière en vigueur est passible des sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires en la matière, sans préjudice du retrait du bénéfice du code minier et/ou du permis de recherche.

**ARTICLE 10 :** Le présent arrêté sera publié au journal Officiel du Faso et partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 28 JUIL 2017



**Oumarou IDANI**  
Chevalier de l'Ordre National

**Ampliations:**

- 1- SP/Cabinet
- 2- ITS
- 3- DGMG
- 4- DGCM
- 2- BUMIGEB
- 1- DGD/MINEFID
- 1- DGI/MINEFID
- 1- Gouverneur / Région du PLATEAU CENTRAL
- 3-OREZONE INC. SARL
- 1 - J.O.
- 1 - Classement

